

Le chef de l'Etat français a visité, hier à Kigali, le Mémorial du génocide où sont enterrés les ossements de 258 000 victimes.

PHOTO PHILIPPE WOJAZER/AP



REPÈRES



Au Rwanda, Sarkozy s'incline sans s'excuser

Pour le Président, Paris n'a pas été complice du régime génocidaire hutu mais «aveugle».

Par **THOMAS HOFNUNG**
Envoyé spécial à Kigali

Reconnaître ses erreurs, sans pour autant s'excuser. Hier, à l'occasion d'une courte visite à Kigali, la première d'un chef d'Etat français depuis le génocide de 1994 au Rwanda, Nicolas Sarkozy a voulu, selon sa propre expression, «tourner la page». Celle des rapports exécrables entre les deux pays, qui avaient culminé, en 2006, avec la rupture des relations diplomatiques. Mission accomplie, si l'on en juge par l'accueil serein que lui a réservé son hôte rwandais, Paul Kagame.

Pour inaugurer ce nouveau chapitre, le chef de l'Etat français se devait de prononcer des paroles fortes à Kigali. Quelques mois après son arrivée à l'Elysée, Nicolas Sarkozy avait parlé d'«erreurs». Hier, lors d'une conférence de presse conjointe avec Kagame, il a été un peu plus loin, reconnaissant des «erreurs politiques» qui ont eu «des conséquences absolument dramatiques» au Rwanda. Un propos soigneusement calibré pour éviter de heurter frontalement sa famille politique. En 2008, Edouard Balladur, Premier ministre à l'époque du génocide, avait vivement pro-

testé auprès de l'Elysée après que Bernard Kouchner eut parlé de «fautes politiques» lors d'un déplacement dans la capitale rwandaise.

COLLECTIVE. Hier, Sarkozy a refusé de demander pardon au peuple rwandais, comme l'ont fait l'ex-puissance coloniale belge, les Etats-Unis de Bill Clinton ou encore les Nations unies de Kofi Annan. Car, à ses yeux, la faille au «pays des mille collines» fut avant tout collective : «Ce qui s'est passé ici, au Rwanda, dans les années 90, c'est une défaite pour l'humanité tout entière [...]. Cela oblige la communauté internationale, dont la France, à réfléchir à ses erreurs qui l'ont empêché de prévenir et d'arrêter ce crime épouvantable.»

Nicolas Sarkozy réfute toute idée de responsabilité spécifique incombant à Paris, malgré le soutien militaire actif apporté au régime du président hutu Habyarimana à partir de 1990. De même, il exclut toute idée de préméditation et, a fortiori, de complicité avec les tueurs, dénonçant plutôt «une forme d'aveuglement». «Nous n'avons pas vu la dimension génocidaire du gouvernement du Président qui a été assassiné», a-t-il dit. Le 6 avril 1994, l'avion de Juvénal Habyari-

mana avait été abattu par un missile donnant le coup d'envoi du massacre. Le chef de l'Etat a aussi estimé que l'opération militaro-humanitaire «Turquoise» lancée par Paris en juin 1994, alors que le régime génocidaire hutu était en déroute, était survenue «trop tardivement». Une façon d'en défendre le principe, alors que Kigali l'a toujours critiquée.

Auparavant, Sarkozy s'était rendu au Mémorial du génocide. Une visite d'une demi-heure qui a pris des allures d'épreuve. Après avoir déposé une gerbe sur l'une des quatorze stèles de béton qui recouvrent les osse-

ments de 258 000 victimes enterrés dans des fosses communes de quatre mètres de profondeur, il s'est enfoncé dans la crypte où le directeur du mémorial, lui-même rescapé du génocide, l'a guidé dans les allées à l'éclairage tamisé. L'air grave, il a écouté en silence les explications de Freddy Umutungu. Devant une vidéo insoutenable de cadavres en décomposition et d'attaques de civils à coups de machettes, le ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, a murmuré : «J'ai vu ça...» Vers la fin de la visite, Freddy Umutungu s'est arrêté devant un panneau dénonçant le rôle de Paris dans

ces événements. Désignant une photo montrant une jeep conduite par un soldat français, escorté par des dizaines de miliciens armés de gourdin, il lance : «Vous voyez, nous avons des preuves...». Sans mot dire, Nicolas Sarkozy accélère le pas. Plus loin, le directeur du mémorial rappelle que le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, est venu demander pardon à Kigali. Mais le Français s'est déjà éloigné. Sur le livre d'or, il inscrit : «Au nom du peuple français, je m'incline devant les victimes du génocide tutsi. L'humanité conservera à jamais la mémoire de ces innocents et de leurs martyrs.»

AILLEURS. Hier, en quittant Kigali après y avoir passé quatre heures, Sarkozy a pu souffler. Pragmatique, Paul Kagame s'est montré en phase : «Nous ne voulons pas être les otages du passé», a-t-il dit. Les deux hommes ont promis de bâtir un «nouveau partenariat». Le chef de l'Etat rwandais a répété qu'il comptait sur la France pour l'aider à sortir son pays de la pauvreté. De part et d'autre, on en est resté aux déclarations d'intentions. Mais l'essentiel était ailleurs. Nicolas Sarkozy a lancé : «Maintenant, il faut essayer de reconstruire.»

800 000

personnes ont été tuées lors du génocide rwandais entre avril et juillet 1994. Les victimes étaient des Tutsis ou des Hutus modérés exterminés par les milices hutues extrémistes et les forces du régime, suite à l'attentat mortel contre l'avion du président Habyarimana.

«Nous voulons que les responsables du génocide soient retrouvés et soient punis. Il n'y a aucune ambiguïté.»

Nicolas Sarkozy hier à Kigali

Le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR), créé par l'ONU pour juger les responsables présumés du génocide, a prononcé depuis 1998 une vingtaine de condamnations pour génocide, complicité ou incitation à le commettre.